

Une Europe souveraine, vite !

**MANIFESTE
EUROPÉEN
2024**



**PARTI
RADICAL**
Solidarité Ecologie Laïcité

Éditorial

Il y a urgence à renforcer l'Union européenne !

Dans notre contexte international extrêmement tendu et incertain, les pays européens sont confrontés à des défis majeurs : guerre à nos frontières, actes terroristes, catastrophes naturelles, flux migratoires, approvisionnement en produits essentiels et stratégiques, inflation et crise démocratique se traduisant par la montée des nationalismes et de l'extrémisme.

Fidèles à leur histoire et à leur engagement européen, les Radicaux croient en **l'Europe pour faire face à ces défis. L'Europe a toujours été dans notre ADN. Aujourd'hui, il faut agir vite et fort !**

Pour le Parti Radical, **la prochaine législature européenne sera historique**. Nous avons le devoir au cours de ce prochain mandat du Parlement européen de **parvenir à une Europe souveraine** dans les **secteurs clés** : défense et diplomatie, alimentation et agriculture, gestion de l'immigration, politique environnementale et santé.

Cette souveraineté européenne se traduira concrètement dans le quotidien des citoyens de chaque pays européen : un accès garanti aux médicaments, une économie plus forte et protégée avec une meilleure maîtrise de l'inflation, ou encore une sécurité renforcée grâce à des frontières européennes consolidées et à une défense européenne organisée.

Au-delà de cette souveraineté européenne, le Parti Radical promeut une **Europe plus solidaire et plus intégrée** indispensable pour créer une « cohésion européenne » ou un sentiment d'appartenance à une même communauté européenne. Nous poursuivons l'objectif à terme de parvenir à une **Europe fédérale**, avec un fédéralisme original, non celui d'un État remplaçant les États, mais celui d'une union politique forte qui rétablisse la souveraineté de ses membres.

Telle est la vision européenne des Radicaux : souveraineté et solidarité. Nous y parviendrons à deux conditions : **la réforme des institutions et traités européens** d'une part pour des décisions plus rapides et démocratiques, **l'augmentation du budget européen** d'autre part pour se donner les moyens de nos ambitions européennes.

Ces dernières années, l'intégration européenne a indéniablement progressé, les différentes crises passées l'y poussant, ces prochaines années, **c'est une nouvelle Europe que nous bâtirons, souveraine, solidaire et démocratique !**

Les Radicaux seront au rendez-vous !

Sommaire

Une Europe plus souveraine...

Institutions : vers une Europe fédérale.....	P. 6
Diplomatie et Défense : pour une souveraineté européenne en matière de défense, socle d'une souveraineté diplomatique.....	P. 6
Agriculture et alimentation : pour une souveraineté alimentaire durable en Europe.....	P. 7
Migrations : pour une maîtrise européenne des migrations	P. 8
Énergie et climat : pour une politique environnementale européenne réaliste, juste socialement et solidaire avec les générations à venir	P. 9
Santé : pour une souveraineté sanitaire européenne	P. 10

... pour une Europe plus solidaire

Cohésion sociale : pour une Europe sociale, du logement et de l'Économie sociale et solidaire (ESS).....	P. 12
Fiscalité et finances : pour une fiscalité européenne harmonisée.....	P. 12
Justice et sécurité : pour une police fédérale européenne.....	P. 13
Transports et aménagement : pour le développement des réseaux européens de transport massifié (ferroviaire, fluvial et maritime).....	P. 13
Culture et éducation : parce que l'Europe est une civilisation.....	P. 13
Innovation, recherche et numérique : pour une éthique et des synergies européennes	P. 13



UNE EUROPE PLUS SOUVERAINE...

Institutions : vers une Europe fédérale

Dans une perspective générale d'établir à terme une Europe fédérale s'appuyant sur des États décentralisés et des régions fortes avec un Président de l'Union européenne élu au suffrage universel, nous proposons les évolutions suivantes qui peuvent voir le jour durant la prochaine mandature :

- 1.** Remplacement de la règle de l'unanimité par la **règle de la majorité qualifiée** définie selon l'importance des sujets.
- 2.** Élection du Président de la Commission européenne par le Parlement européen.
- 3.** Élection du **Parlement** au scrutin proportionnel sur des **listes transnationales**.
- 4.** Institution d'un **pouvoir budgétaire du Parlement** européen vis-à-vis du Conseil européen.
- 5.** Institution d'un **pouvoir d'initiative législative du Parlement**.
- 6.** Création d'une **carte d'identité** et d'un **passport européens**.
- 7. Augmentation du budget européen** qui peut trouver de nouvelles ressources dans la taxe carbone aux frontières de l'Union, les revenus du système d'échange de quotas d'émission, la taxe sur les transactions financières, les cryptomonnaies, ou encore un impôt mondial sur les multinationales.

Diplomatie et Défense : pour une souveraineté européenne en matière de défense, socle d'une souveraineté diplomatique

L'Union européenne en matière diplomatique ne peut peser sur les évolutions mondiales que si elle bénéficie d'une souveraineté en matière de défense.

Cette souveraineté européenne n'est pas la perte d'une souveraineté nationale en matière de défense, bien au contraire. En effet, à ce jour, aucun pays européen, y compris la France, n'est souverain en matière de défense car nous sommes tous dépendants des États-Unis, de leurs moyens techniques et de leur bon vouloir en matière d'autorisation et de soutien aux opérations militaires que nous voulons ou voudrions mener.

Ceci est d'autant plus important que nous savons dorénavant que le soutien et la protection américaine ne sont plus indéfiniment garantis et qu'ils dépendent étroitement des choix et de la personnalité du Président des États-Unis.

Pour être indépendants des États-Unis et en capacité de rééquilibrer les décisions au sein de l'OTAN, nous devons développer et produire en Europe l'ensemble des armements nécessaires à la défense de nos populations, de nos territoires et de nos intérêts.

Nous en avons la capacité technique et industrielle.

Cependant, compte tenu des volumes de commandes en matériels américains passés ces deux dernières années par la plupart des pays européens à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, nous devons travailler sur les générations à venir de matériels et définir une politique commune de programme européen des armements de demain.

Pour que l'Union européenne acquière une véritable souveraineté militaire et s'émancipe de cette tutelle américaine, le Parti Radical propose les mesures suivantes :

- 8.** Lancement d'un ensemble de **programmes d'armements européens** interopérables couvrant la totalité des besoins militaires à horizon de 20 ans.

9. Augmentation des budgets de défense de chaque pays européen dans le cadre d'un **accord-cadre de programmation militaire européenne**.

10. Développement et consolidation de l'industrie européenne de défense par la mise en place des budgets de recherche, développement et industrialisation associés, permettant d'assurer la souveraineté en matière d'achat et de disponibilité opérationnelle des armements utilisés par nos armées.

11. Définition de **règles communes d'exportation de matériel militaire** hors d'Europe ne portant pas préjudice à l'équilibre économique des fabricants de ces matériels.

12. Définition d'une **charte européenne d'obligation d'achat et d'usage de matériel militaire européen** par nos armées.

13. Mise sous condition du versement des programmes d'aides européennes non militaires au respect de cette charte d'achat de matériel militaire européen.

Au-delà de ces mesures spécifiques et avec l'ambition de renforcer l'axe européen et sa souveraineté, la France doit se mettre en capacité de réfléchir avec ses partenaires sur les possibilités et processus de décisions à établir en vue d'une mise en commun des moyens militaires exceptionnels qu'elle est seule à maîtriser en Europe : la bombe atomique et ses différents vecteurs.

Ceci doit se faire en parallèle d'une réflexion sur l'axe diplomatique et le rôle éventuel de la France comme représentant permanent de l'Europe au Conseil de sécurité de l'ONU.

Enfin, dans un temps à définir et pour une plus forte intégration européenne, en particulier pour une diplomatie européenne renforcée, nous sommes favorables à :

14. L'instauration d'un **véritable ministre des Affaires étrangères** de l'Union européenne.

15. La création d'un **réseau unique d'ambassades européennes** placées sous la responsabilité d'un diplomate européen nommé par le ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne.

Agriculture et alimentation : pour une souveraineté alimentaire durable en Europe

L'invasion de l'Ukraine par la Russie nous a fait prendre conscience de notre dépendance alimentaire tant pour les produits bruts (céréales, colza, nourriture pour bétail...) que pour les produits transformés.

Ces difficultés d'approvisionnement associées à la hausse du coût de l'énergie se sont traduites par une hausse quasi instantanée de plus de 15% du prix des produits alimentaires.

Dans le même temps, nous savons aujourd'hui clairement que, pour protéger la planète, nous devons nous prémunir contre les nuisances environnementales dont le coût et la compensation sont indéfinis et laissés de façon diffuse à la charge de la collectivité.

Nous ne pouvons plus accepter la concurrence déloyale écologique de ceux qui pour produire consomment sans compensation les ressources de la planète (eau, air, énergie, terre).

De même, nous ne pouvons accepter que le « dumping » social de pays n'appliquant pas les standards européens en matière de droit du travail se fasse au détriment de nos territoires ruraux, de nos agriculteurs et de nos emplois.

Face à cette situation, l'Europe doit se fixer un objectif d'autosuffisance alimentaire. L'Europe doit devenir exportatrice dans tous les types de produits agricoles qu'elle est capable de produire sur son sol ou de pêcher dans ses eaux.

Elle doit reconnaître le rôle premier des agriculteurs, acteurs du vivant, dans la protection de la nature et de l'environnement

et dont l'apport essentiel sur le plan social et économique dans les zones à faible densité démographique et les territoires ruraux et péri-urbains doit être mieux valorisé.

Pour que l'Union européenne acquière une véritable souveraineté alimentaire durable, le Parti Radical propose les mesures suivantes :

16. Adoption d'un modèle de production agricole et agro-alimentaire européen, contrôlé et respectueux de l'environnement :

définition de règles communes d'usage au sein de l'Europe en matière de production agricole (utilisation des intrants, usage de l'eau, protection de la biodiversité...) et de produits alimentaires (règles sanitaires de production, codification des aliments...).

17. Modulation des subventions de la PAC en fonction du respect de ces règles européennes.

18. Taxation environnementale des produits européens qui ne respecteraient pas ces règles européennes.

19. Taxation spécifique des importations agricoles et agro-alimentaires extra-européennes correctrice de la concurrence déloyale sociale et environnementale éventuelle (y compris la compensation de l'impact environnemental du transport).

Au-delà de ces mesures d'équilibre et de protection de la nature et des consommateurs, l'Europe continuera les programmes de recherche et d'innovation en agriculture (nouvelles technologies, numérique, résistance des semences, microbiote des plantes et animaux, couverture des sols ...), en protection des forêts pour accroître la résilience forestière face au réchauffement climatique et aux stress hydriques, en protection de la mer par la régulation des zones et des techniques de pêche.

Migrations : pour une maîtrise européenne des migrations

Les migrations font partie de l'histoire de l'humanité. Elles ont toujours été là, qu'elles soient économiques, politiques, religieuses ou la conséquence de conflits.

Se rajoute aujourd'hui la migration pour cause environnementale. Nous devons vivre avec. Cependant « cette vie avec » est aujourd'hui difficile.

Elle est difficile du fait du nombre, de la permanence des vagues migratoires et des difficultés d'intégration des populations migrantes dans un monde qui vit mal ses propres difficultés et ne se sent plus en capacité d'accueil.

C'est pour cette raison que les migrations doivent être aujourd'hui maîtrisées et limitées, mais gérées dans le respect des droits humains.

La gestion des migrations en place actuellement en Europe et dans les pays européens est arrivée à ses limites opérationnelles et à ses limites de compréhension et d'acceptation pour nos concitoyens.

Ces politiques d'accueil et d'intégration sont diverses dans leurs modalités et dans leur réussite selon les pays.

Cette mauvaise maîtrise migratoire actuelle ne vient pas de l'Europe mais d'un manque d'Europe.

Aussi, pour que la gestion des migrations se fasse au niveau européen, le Parti Radical propose les mesures suivantes :

20. Définir une vision prospective européenne partagée en vue de réguler les flux d'entrée et de maintenir chez eux les candidats à l'exil économique.

Pour mettre en application cette vision, le Parti Radical va plus loin que l'accord européen du 20 décembre 2023 sur la réforme du système migratoire européen et propose les mesures suivantes :

21. Renforcer les frontières d'Europe et ses moyens communs, en particulier Frontex et les moyens de surveillance maritime, pour leur donner la capacité opérationnelle de gestion et de contrôle ainsi que la responsabilité d'intervention sur tous les flux d'entrée en Europe.

22. Unifier les règles d'accueil et d'intégration entre les pays de l'Union européenne pour éviter toute concurrence d'attractivité entre les pays membres.

23. Établir des centres d'accueil adéquats (hot spots), gérés par l'Union européenne, au sein des pays limitrophes concernés pour étudier les demandes des migrants candidats à l'entrée dans un pays européen.

24. Renforcer les partenariats avec ces pays tiers via des accords commerciaux et programmes d'investissements durables pour favoriser la prospérité de ces pays, sous conditions de soutien à l'efficacité des hot spots et de retour des migrants irréguliers refoulés d'Europe et ayant transités dans ces pays.

25. Favoriser l'accueil des profils répondant aux besoins croissants des métiers en tension selon des **quotas prédéfinis par pays européen**.

26. Instaurer la prise en charge de l'accueil et le voyage du migrant du hot spot où a été acceptée sa demande jusqu'à son pays d'accueil.

27. Faire prendre en charge par l'Europe tous les coûts d'accueil, de gestion et de retour dans leur pays d'origine des migrants refusés dans les hot spots ainsi que les coûts de retour de tous les migrants arrivés en Europe irrégulièrement et refoulés vers les pays limitrophes de transit.

28. Définir avec les pays méditerranéens et relancer une **politique Euro Méditerranée** de partenariat et de développement économique.

29. Définir **une politique de soutien économique aux pays de forte émigration économique sous condition** d'accueil en retour des migrants dont les dossiers ont été refusés dans les hot spots et aussi du retour de ceux qui sont arrivés illégalement en Europe.

Énergie et climat : pour une politique environnementale européenne réaliste, juste socialement et solidaire avec les générations à venir

Des engagements très importants, contraignants et très difficiles à atteindre ont été pris par l'Union européenne tant au niveau des réductions générales des émissions de CO² que sur certains secteurs industriels (automobile...).

Alors que ses principaux pays, et la France en particulier, sont parmi les pays les plus protecteurs de l'environnement, L'Europe continue de demander plus aux européens (citoyens, États et entreprises) qu'aux autres pays sans demander de compensation écologique aux produits importés. Ce faisant, l'Europe favorise le « dumping » écologique des pays non respectueux de l'environnement, les BRICS⁽¹⁾ particulièrement, mais pas seulement.

La crise de l'énergie déclenchée par l'embargo décrété contre la Russie s'est traduite par une hausse phénoménale du coût de l'énergie et par la mise en avant des contradictions majeures existant entre les politiques énergétiques des pays européens et en particulier entre la France et l'Allemagne.

Pour une politique énergétique européenne durable, le Parti Radical propose les mesures suivantes :

30. Reconnaissance du **nucléaire** comme un élément majeur de l'énergie décarbonée.

(1) Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

31. Abandon de l'actuel modèle européen de **fixation du prix de l'énergie**.

32. Définition du **mix énergétique objectif durable à horizon 2030 et 2050 en Europe**.

33. Mise en place d'une **échelle de pénalités** pour toute utilisation d'une source d'énergie non décarbonée sous forme de TVA écologique ou taxe carbone.

34. Taxation spécifique des importations en Europe de produits bruts ou manufacturés **correctrice du « dumping » environnemental et/ou énergétique éventuel** (y compris la compensation de l'impact environnemental du transport).

Santé : pour une souveraineté sanitaire européenne

La crise du Covid a permis la mise en place d'une politique d'achat commun et de commandes groupées. L'obligation de trouver un vaccin dans des délais très courts a remis en cause les pratiques de chaque pays en terme d'autorisation de mise sur le marché (AMM) de nouveaux médicaments ou vaccins. Enfin, cette crise a révélé que la production de trop nombreux médicaments de première intention avait été externalisée hors d'Europe.

Ces difficultés d'approvisionnements ne se résorbant pas, il convient d'agir au niveau européen pour rétablir notre souveraineté sanitaire par la mise en place d'une politique de production des médicaments en Europe (relocalisation industrielle), et la définition de prix de vente communs basés sur les volumes de consommation européens. Les systèmes sociaux étant différents selon les pays, les remboursements de ces médicaments restent du ressort de chaque pays.

Dans cette perspective générale de mise en place d'une politique européenne de la santé au bénéfice de tous, le Parti Radical propose les mesures suivantes :

35. Évolution du rôle de la Haute autorité chargée des réponses sanitaires d'urgence vers la définition et le pilotage d'une **politique européenne cohérente et harmonisée en matière de santé**.

36. Soutien à l'Alliance Européenne des Médicaments Critiques **pour sécuriser la disponibilité de ceux-ci en Europe**.

37. Relocalisation de la production de médicaments sur le sol européen.

38. Instauration d'un **numéro et d'une carte de sécurité sociale européens**.

A group of young men are gathered at a Pride event. One man in the foreground is holding a large rainbow flag, while another man next to him is holding a European Union flag. They are all smiling and looking towards the camera. The background shows a city street with buildings and other people. The text is overlaid on the image in a bold, white font with a blue outline.

**... POUR UNE
EUROPE PLUS
SOLIDAIRE**

Cohésion sociale : pour une Europe sociale, du logement et de l'Économie sociale et solidaire (ESS)

Afin de mieux prendre en compte les aspirations des citoyens européens à une Europe sociale, il est nécessaire d'impulser des réformes économiques globales. Dans ce but, le Parti Radical propose les mesures suivantes :

39. Instituer un **salaires minimum européen** et un **contrat de travail européen unique** correspondant au niveau de vie de chaque pays.

40. Créer un « **pôle emploi européen** » pour fluidifier le marché du travail à l'échelle de l'Union et offrir de nouvelles opportunités aux demandeurs d'emploi.

41. Créer un **système fiscal et social européen harmonisé** pour renforcer le sentiment d'appartenance à un même ensemble politique.

42. **Harmoniser automatiquement nos droits du travail** en réformant les traités européens.

Face au manque de logements abordables partout en Europe, les institutions européennes doivent agir en soutien des pays et territoires. Le Parti Radical propose :

43. Une **politique volontariste européenne en matière de logement** pour :

- aider les territoires à maîtriser les fonciers nécessaires à la production des logements ;
- réguler les prix des loyers à l'échelle de l'Union européenne ;
- lutter contre le logement vacant afin d'optimiser le parc existant ;

- soutenir les efforts de réhabilitation du parc existant dans le cadre de la transition écologique et énergétique ;
- lutter contre le sans-abrisme en soutenant la politique dite du « Logement d'abord ».

Enfin, l'Europe doit promouvoir un projet européen de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) et porter ce modèle économique d'avenir fondé sur les principes de démocratie interne, d'équité, de solidarité. Il existe aujourd'hui de nombreuses lois sur l'ESS votées dans un nombre croissant de pays, avec des modes de financement et d'investissement responsables et des modes propres de gestion. Le Parti Radical propose les mesures suivantes :

44. Amplifier le **développement de l'Économie sociale et solidaire (ESS) à l'échelle européenne** pour rendre plus fortes les initiatives des sociétés civiles qui s'organisent sous cette forme.

45. Bâtir un **véritable projet européen de l'Économie sociale et solidaire (ESS)** en accélérant les coopérations transfrontières, en créant une plateforme adaptée de financements internationaux, des banques éthiques, en faisant évoluer les législations nationales pour harmoniser les normes et en lançant une campagne de sensibilisation à l'ESS.

Fiscalité et finances : pour une fiscalité européenne harmonisée

La fiscalité, notamment celle des entreprises, constitue pour certains États membres une arme de concurrence déloyale qui agit à l'encontre des intérêts de l'Union européenne et fausse la concurrence entre les territoires européens. Elle fragilise la cohésion économique européenne et crée, en outre, les conditions des disparités sociales.

Le Parti Radical propose la mesure suivante :

46. Créer un **plan de convergence européen en matière de fiscalité** des entreprises.

Justice et sécurité : pour une police fédérale européenne

Le terrorisme et la criminalité n'ont pas de frontière. Pour les combattre avec une plus grande efficacité, le Parti Radical propose de :

47. Faire d'Europol une véritable police fédérale européenne ayant le pouvoir d'appréhender et de détenir des individus ainsi que le pouvoir d'investigation sur l'ensemble du territoire communautaire pour les crimes et délits les plus graves.

48. Renforcer la coordination et l'intégration des services de lutte contre le terrorisme avec un **Parquet européen aux compétences étendues**.

Transports et aménagement : pour le développement des réseaux européens de transport massifié (ferroviaire, fluvial et maritime)

Ce développement passe naturellement par celui des politiques européennes d'investissement dans les infrastructures. L'exemple du Canal Seine Nord Europe est une illustration de ce que l'Union européenne peut permettre en la matière, avec le concours de l'État et des Régions. Pour ce faire, le Parti Radical propose les mesures suivantes :

49. Placement des réseaux d'intérêt européens directement sous l'autorité de **régulateurs européens** qui assureront aussi l'harmonisation des normes techniques.

50. Impulsion d'une **politique européenne portuaire** afin de faciliter la complémentarité entre les ports et en diminuer l'impact écologique.

Culture et éducation : parce que l'Europe est une civilisation

Pour créer une union fédérale européenne, il faut assurer une harmonie des cultures et valeurs européennes. Si le socle commun est présent, bien que l'on ne puisse que regarder avec inquiétude la montée des régimes anti-libéraux, il faut poursuivre la consolidation de nos valeurs communes par la promotion de notre culture. Pour cela, le Parti Radical propose de :

51. Instaurer un **week-end européen de la culture** dans l'ensemble de nos médias, équipements et territoires pour les inciter à parler plus de l'Union.

52. Instaurer un **jour férié non chômé européen le 9 mai** afin de célébrer la construction européenne ainsi que la paix durable instaurée entre les pays du vieux continent grâce à elle.

Innovation, recherche et numérique : pour une éthique et des synergies européennes

Le Parti Radical se félicite de l'accord intervenu le 8 décembre 2023 sur la régulation de l'Intelligence artificielle en Europe. Cette démarche doit encore être validée par le Parlement et le Conseil d'ici aux élections européennes.

Par la suite, les élus Radicaux seront particulièrement attentifs, tant sur le plan européen que national, à la mise en œuvre effective de cet accord et plus particulièrement sur :

- la préservation de la souveraineté européenne par le développement et le soutien de la recherche et de synergies européennes ;
- la protection des valeurs européennes et notamment la propriété intellectuelle et la vie privée.

Dans cette perspective, le Parti Radical préconise :

53. La création d'un **comité d'éthique européen** qui aurait la charge d'**adapter ces normes éthiques au gré des évolutions technologiques**. Du fait de la rapidité de celles-ci, le Parti Radical demande que cette réglementation soit revue périodiquement afin d'en mesurer la pertinence et l'efficacité et l'adapter si besoin.

Compte tenu des bouleversements à intervenir dans les chaînes de valeur, le Parti Radical propose :

54. La **mise à contribution des profits** ainsi dégagés **pour accompagner au mieux les adaptations des ressources humaines** voire pour renforcer la présence humaine auprès des plus fragiles de nos concitoyens.



Remerciements

Hubert FAURE, rapporteur du Manifeste européen.

Le Bureau de l'Atelier : **Grégory BERKOVICZ**, Président, **Laurine ROUX** et **Pierre ANSELMO**, vice-présidents, **Noémie AMIROU**, secrétaire.

Les contributeurs : **Catherine AMALRIC**, **Philippe ARAGON**, **Didier BARIANI**, **Philippe BESSET**, **Gaëtan BLAIZE**, **Monique BOULESTIN**, **Daniel CHASSEING**, **Jean-Jacques CURIEL**, **Véronique DUBEAU-VALADE**, **Jean DUMONTEIL**, **Bernard FIALAIRE**, **Patricia FIDI**, **Rémi GUASTALLI**, **Dominique GUILLERMOU**, **Eric HINTERMANN**, **Olga JOHNSON**, **Eric MALMAISON**, **André PIAZZA**, **Patrick PILCER**, **Honoré PUIL**, **Dominique RIQUET**, **Michel SCARBONCHI**, **Joël THIERY**, **Pierre VIRMONT**, **Ludovic VULLIERMET**.

Crédits photos : Page 5, **Olivier Cole - Unsplash**. Page 11, **Karine Zenda - Unsplash**.



Parti Radical

1 Place de Valois - 75001 Paris

Tél. : 01 42 61 02 02

contact@parti-radical.fr